

## ICI COMME AILLEURS SEULE LA LUTTE PAIE

On le sait maintenant, Nicolas Sarkozy vient d'être élu nouveau président de l'état français. Avec son élection, comme avec chaque élection une chose est sûre : les mauvais coups continueront de pleuvoir sur les plus modestes d'entre nous, les chômeurs, la jeunesse, les salariés, les sans-papiers etc. Nous n'avions rien à y gagner, nous ne pouvions qu'y perdre. Nicolas Sarkozy comme Ségolène Royal sont bien deux faces d'une même bourgeoisie, qui continuera, elle, à être bien représentée et qu'il faudra combattre de toutes nos forces.

Sarkozy continuera, comme Royal l'aurait fait, à faciliter la vie aux patrons, à perpétuer un ordre où les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, où la précarité s'installe comme la norme sociale; la minorité qui s'accapare les richesses et les postes de pouvoir de décision peut dormir tranquille. Éric Besson, hier secrétaire national du Parti Socialiste en charge des questions économiques dans le « team » de Ségolène, n'a pas dû y perdre son latin en passant corps et bien dans le camp des soutiens de Nicolas...

Les lois et pratiques sécuritaires, labellisées « ordre juste » ou « juste de l'ordre » continueront à s'accumuler pour perpétuer un système social inique et restreindre encore nos libertés.

Le capitalisme dans sa frénésie à produire et consommer toujours plus continuera ses ravages sur notre environnement.

Inégalités, injustices, menaces sur nos libertés, environnement, autant de sujets qui nécessitent pour nous un changement radical de société et qui devrait susciter pour chacun et chacune au moins des interrogations profondes sur le type de société dans lequel nous souhaitons évoluer.

Or les élections travestissent la question essentielle des choix de société comme celle

de l'environnement en un jeu pitoyable et inefficace destiné à choisir et légitimer son maître. Ainsi de nombreux jeunes et salariés au coude à coude dans la rue et dans la lutte il y a un an pour faire reculer le gouvernement et son projet de CPE, se sont retrouvés pour partie d'entre eux à voter pour Ségolène Royal qui propose le Contrat Première Chance, plagiat du CPE... Difficile au moins un temps, après avoir fait ce choix de redescendre dans la rue pour lutter contre la précarité... Les élections divisent, rendent passifs et nous font intégrer les reculs sociaux, quand la lutte rend combattif, apprend la solidarité et peut permettre de gagner.

Certains nous rétorqueront que Sarkozy incarne la droite dure à l'autoritarisme affichée, au racisme sous-jacent et à la fibre antisociale assumée, en nous reprochant de ne pas avoir participé au front électoral pendant « Tout sauf Sarkozy ». On peut relativiser ces différences en notant combien le parti socialiste ne craint pas la concurrence sur les questions de régression sociales (démantèlement de la sidérurgie dans les années 80, privatisations à tours de bras des services publics entre 1997 et 2002 etc). Combien il a participé à l'escalade sécuritaire, a pris part aux expulsions d'immigrés et a largement contribué à la droitisation des discours dont le scrutin du premier tour des présidentielles est l'alarmant témoin. On pourrait voir d'un bon oeil la baisse du score de Le Pen si les discours de l'extrême droite n'avaient pas été à ce point intégrés dans la classe politique et gagné dans la société. Les valeurs de la droite dure sur la façon de considérer les immigrés, sur la façon d'analyser les inégalités, sur le culte du travail et de l'argent sont à combattre radicalement. Et force est de constater que la voie électorale et la politique du vote le moins pire sont

une impasse qui conduit aux reculs idéologiques dont nous sommes aujourd'hui les témoins et qui nous conduira toujours plus bas. Il faut rompre avec cette spirale descendante.

Cette intégration des discours et des valeurs de l'extrême droite chez le nouveau président français comme dans une large partie de la classe politique appelle un sursaut collectif. Les discours offensifs pour faire adhérer nombre de travailleuses et travailleurs à l'idéologie libérale, au culte du travail et de la concurrence entre les individus, à une conception d'un état à l'autoritarisme revendiqué doit nous porter à mener âprement une bataille idéologique et à très vite reprendre collectivement le chemin des luttes. Cette bataille idéologique doit porter des valeurs de solidarité, d'entraide, de partage des richesses, d'égalité, de refus de la soumission aux hiérarchies, de rejet du patriotisme. Bref mener le combat sur des bases diamétralement opposées à celle portées par Ségolène Royal.

Le scrutin du 22 avril a également montré l'inefficacité du vote protestataire sur la gauche et l'extrême gauche : les discours du lendemain du vote Non au référendum sur la constitution européenne sur l'union de la gauche anti-libérale n'ont pas résisté aux égos et aux appétits des appareils politiques de main mise sur le mouvement social. Les voilà tous aujourd'hui à moins de 5 %, plus près du 0 d'ailleurs pour la plupart. Au-delà de la faiblesse de leur score, il n'y a rien à attendre d'une hypothétique recomposition à gauche dès lors qu'elle s'inscrit sur le plan électoral. Elle répèterait les impasses du passé et ses renoncements avec la prise de pouvoir et la gestion du système, de Mitterrand à Lula les résultats ont toujours été les mêmes. Voir la « gauche de la gau-

che », hier unie pour le vote Non au référendum avoir appelé comme un seul homme à voter pour Royal partisane assumée du OUI, a de quoi laisser dubitatif ... Jean-Marie Le Pen a profité de l'espace politique pour appeler à une abstention bien circonstancielle au second tour.

Et en appelant au vote Royal puis à la revanche lors des législatives, l'extrême gauche a remis et remet de fait et à plus tard le combat social. Comme si la résistance sur le terrain social, qui est pour nous la seule alternative possible pour contrecarrer les attaques pouvait attendre ! Et pourtant si ceux et celles qui ont voté Royal pour éviter Sarkozy descendaient dans la rue, les questions se poseraient différemment, le recul du gouvernement sur le CPE l'a démontré l'an dernier. Ils et elles pourraient bien plus certainement faire valoir leurs choix contre les politiques racistes, libérales et autoritaires...C'est ce discours qu'il est urgent de porter le plus nombreux possible dès maintenant. Les appétits de Nicolas Sarkozy pour mettre fin aux archaïsmes du modèle français, entendez par là la survivance de mouvements sociaux relativement combattifs par rapport au reste de l'Europe, impose une réaction forte et rapide sur le terrain social. Il n'y a pas de temps à perdre dans les élections législatives, il est nécessaire que tous ceux et celles qui veulent mettre un frein à la dégradation sociale et à la fascisation des esprits consacrent toute leur énergie à la construction d'un mouvement social auto-organisé et en rupture avec les formes de représentation et de délégation politiques.

## Quelle implication anarchiste dans le mouvement syndical actuel ?

Dans un contexte de profonde évolution du syndicalisme, qui s'exprime par le passage d'un syndicalisme de lutte à un syndicalisme de service, de négociation voire de cogestion, les militants anarchistes doivent se poser la question des choix et des formes d'implication, même si certaines grandes réflexions sur le sens et la nature du syndicalisme, comme lors du congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, sont toujours d'actualité. Néanmoins, il est toujours nécessaire d'analyser le monde dans lequel nous intervenons et il s'agit bien de définir des perspectives pour une intervention anarchiste dans le mouvement syndical afin de ne pas se limiter à être de bons militants de terrain, à être les petits bras de logiques qui finalement nous échappent. Nous ne

pouvons pas nous passer de cette réflexion, ni même en rester au statut quo comme quoi « toutes les expériences sont bonnes à prendre » alors que le mouvement syndical bouge autour de nous, que la place, les idées et les pratiques des libertaires ont bougé aussi en son sein.

*Partir de la réalité de terrain avant tout*

Si nous ne pouvons pas nous limiter au fait que « toutes les expériences sont bonnes à prendre », il est tout aussi évident qu'il ne s'agit pas « de donner la leçon », de définir une position d'intervention dans le monde syndical que toutes et tous devraient mettre en œuvre. Une telle position ne ferait que nous couper de nombreuses expériences de terrain,

rappelons au passage que l'expérimentation plus que le dogme a toujours été la démarche privilégiée par les libertaires, de possibilités d'interventions et de diffusions de nos idées et pratiques auprès de nombreux travailleurs et risquerait de nous enfermer rapidement dans un discours incantatoire stérile. Si nos choix et préférences syndicales doivent logiquement aller vers les organisations qui développent des pratiques et un discours les plus proches possible des valeurs anarcho-syndicalistes et/ou syndicalistes révolutionnaires, qui nous sont chères, la réalité est plus complexe.

Bien souvent une adhésion et une implication syndicale ne se font pas dans l'absolu mais en lien avec une réalité profession-

*Suite page 2...*

### Infos&Analyses Libertaires

#### SOMMAIRE du N° 65

Page 2

**Bref panorama international de luttes différentes**

Page 3

**Le point sur les luttes étudiantes en Grèce**

**Rapport Hadas Lebel, CES...**

Page 4

**Contacts C.G.A.**

Suite de la page 1...

nelle et d'entreprise. Le choix est donc souvent en partie déterminé par la réalité et les possibilités offertes sur son lieu de travail. Lorsqu'il existe déjà une tradition syndicale et de lutte, la pertinence semble alors d'aller là où sont déjà groupés le maximum de collègues sur les bases les plus combattives, en gardant toujours à l'idée que l'objectif est d'y favoriser les pratiques d'auto-organisation, de démocratie et d'action directe. Néanmoins, ce type d'intervention dans des sections syndicales adhérentes à de grandes confédérations ne doit pas nous empêcher, bien au contraire, de poser le problème voire de favoriser la rupture lorsque l'appareil freine, bloque ou s'oppose aux luttes à la base comme ce fut le cas avec la CFDT en 1995 ou la CGT en 2003. Il peut alors être envisagé dans ces conditions de faire émerger un autre syndicalisme pouvant passer par l'adhésion à d'autres organisations plus clairement sur les

bases que nous prônons. Dans le cas d'entreprises où il n'existe aucune implantation ou tradition syndicale, où alors celle d'un « syndicalisme maison », il peut être possible de directement faire émerger des structures sur les bases nous étant les plus propres si certains collègues expriment une combativité suffisante.

#### Quelles alternatives syndicales ?

On assiste à la permanence voire la réaffirmation d'un syndicalisme qui s'inscrit dans la tradition de la Charte d'Amiens, dont on a célébré le centenaire fin 2006, et donc de la reconnaissance de la lutte des classes. Il peut être porté par des sections combattives et refusant l'évolution interne en cours de la CGT, par des syndicats SUD ou, même s'il est encore timide, par le développement et l'écho de la CNT. Ce syndicalisme est un syndicalisme de classe, de lutte et de transformation sociale au sens où il est porteur d'un autre projet de

société (antilibérale pour certains, anticapitaliste pour d'autres). Ce type de syndicalisme est celui sur lequel on peut s'appuyer et doivent développer aujourd'hui les militants anarchistes pour redonner des outils de lutte au monde du travail et des perspectives au mouvement social.

Ce syndicalisme que nous devons porter doit être basé et animé par des idées essentielles :

-l'action et la démocratie directe (c'est-à-dire le refus de toutes formes de délégation de pouvoir dans le syndicat comme dans les luttes et de bureaucratisation).

-d'organisation, de solidarités et de perspectives interprofessionnelles, seules dynamiques révolutionnaires. C'est développer l'idée que le syndicalisme est une organisation de lutte mais aussi une école d'émancipation et base de réorganisation sociale.

-L'autonomie du mouvement social comme refus des conceptions social-démocrates visant à diviser le travail entre syndi-

calisme et représentation politique, seule détentrice de projet social et des voies pour y parvenir.

Face aux évolutions du paysage syndical actuel, il semble alors nécessaire d'assumer une rupture avec les bureaucraties syndicales et les évolutions en cours. Cela passe bien sûr par le refus d'y participer et par le développement de pratiques et de dynamiques favorisant d'autres formes d'expressions syndicales.

L'objectif est donc, tout en respectant nos diversités d'implications et d'implantation, de favoriser la rupture avec les logiques cogestionnaires du syndicalisme afin de faire émerger une réelle force, ou du moins de réelles dynamiques, anarcho-syndicalistes à partir de l'existant, par développement ou par recomposition.

Groupe Kronstadt (Lyon)

## Bref panorama international de luttes différentes...

Si, au niveau hexagonal, les expériences et les luttes différentes ne sont pas légion, il n'en va pas de même au plan international. Des luttes marginales certes, mais il n'en demeure pas moins qu'elles portent en elles l'espoir en des futurs débarrassés des contraintes étatiques et libérales.

Des traits communs les traversent. 1/ le recours récurrent à l'autonomie 2/ le rejet des médiations politiciennes et des divers partis qui les représentent 3/ la transparence à chacun des moments de l'élaboration des revendications et étapes de l'action 4/ la pratique de l'action directe et le recours aux assemblées générales souveraines.

Ceci explique en grande partie le succès obtenu par le Forum social alternatif qui s'est tenu à Caracas du 23 au 26 janvier 2006. Des anarchistes en provenance d'Allemagne, d'Angleterre, d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Canada, de Colombie, de Cuba, d'Equateur, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, du Mexique, du Chili, d'Italie, de Russie, d'Uruguay et du Venezuela se sont accordés autour du rejet de toute forme de domination et d'oppression.

En accord avec leurs bases idéologiques, ils ont condamné le régime capitaliste, l'organisation étatique de la société, le militarisme, l'impérialisme, le patriarcat, le racisme, les différentes formes d'emprisonnement, la dégradation de l'environnement, la domination des cultures prétendument supérieures et toutes les hiérarchies. Ils ont rappelé leur attachement aux valeurs libertaires, égalitaires et solidaires et leur engagement militant pour une société réellement socialiste, autogestionnaire, fédéraliste, assurant la pratique de la démocratie directe.

### Au Brésil

Ceux qui pensaient que la victoire de Lula représenterait un changement pour tous les exploités se sont sentis trahis dès son premier mandat. Ainsi, JP Stedile, membre du Mouvement des paysans Sans Terre du Brésil (MST, autonome), analyse-t-il l'action politique de ce gouvernement comme un véritable échec, doublé d'une compromission avec les forces de centre et de droite. Les militants du MST se sont engagés dès l'été 2005, soit un an avant la campagne électorale, dans une vaste mobilisation, appelant les Via Campesina et les mouvements sociaux urbains à joindre tous leurs efforts, à se mobiliser et à s'organiser, convaincus que la sortie de la crise ne dépendra pas d'une élection.

En milieu urbain, les anarchistes de la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (FARJ) créée en août 2003 se sont investis auprès du mouvement des Sans-logis. La spéculation immobilière et les politiques gouvernementales ayant obligé les classes populaires à s'entasser en bidonvilles, les habitants organisent des occupations. Le Front Internationaliste des Sans Logis (FIST) qui regroupe des militants anarchistes et des communistes sans parti, aide les occupants à s'organiser et à fonctionner en assemblées, à découvrir l'autogestion. Ils prennent conscience qu'il est possible par l'action directe d'agir sur leur quotidien, sans dépendre d'un parti politique. Beaucoup de lieux comme ceux de Poeta Xynaiba à Tijuca, Margarida à Sao Gonçalo, Domingo Passos ... sont venus grossir le réseau. Les occupants rejettent dorénavant le principe de la propriété privée et le système de démocratie représentative comme moyen. C'est par l'action directe, le travail en commun et l'alliance avec d'autres organisations de travailleurs qu'ils cherchent désormais à résoudre leurs problèmes.

Le cri des exclus ne s'est pas fait entendre assez fort et une fois encore, sous le prétexte de « battre la droite », beaucoup de militants ont contribué à porter Lula à son deuxième mandat en octobre 2006. L'état des lieux à la fin du premier mandat était pourtant plus qu'éloquent : les pauvres ne luttant que pour leur survie, barbarie sociale présente et aggravation de la violence.

### Au Venezuela

Suite aux menaces de la direction de fermer S.M., une entreprise spécialisée dans la production de salles de bain, les 800 employés se sont organisés pour l'occuper et relancer l'activité sous leur contrôle.

Le 14 novembre dernier, le patron de Sanitarios notifiait la fermeture pour une durée indéterminée. Immédiatement les 800 travailleurs se sont organisés, ils ont créé un Comité d'entreprise de 21 membres, révocables à tout moment par l'assemblée des travailleurs. Production, distribution et vente des produits : tout est soumis au contrôle ouvrier.

Ils ont décidé à l'unanimité de prendre le contrôle des installations et de maintenir la production. La production économique doit satisfaire les besoins sociaux de la population et non contribuer à l'enrichissement d'une poignée de capitalistes. Conscients de cela, les travailleurs de S.M. se sont mobilisés pour la gestion directe de leur

usine.

### En Argentine

Elle s'est signalée depuis 2002 par le mouvement des « Piqueteros » et ses revendications en termes de changement social, de dignité, de justice, d'horizontalité, de démocratie directe.

Bien que le MTD de Solano fût issu de ce mouvement, il se dota d'une direction politique. Les menées politiciennes, les trahisons et la corruption de celle-ci conduisirent ceux qui se nomment des « lutteurs sociaux » à la dénoncer et à s'en séparer en avril 2006. Ils réaffirmèrent leur volonté de rester coordonnés entre quartiers et leur indépendance vis-à-vis de l'extrême gauche argentine et du parti péroniste, viscéralement clientélistes.

Ils réaffirmèrent ainsi qu'il ne doit exister de « commandement à l'intérieur de l'organisation » et qu'il ne faut pas céder aux gouvernants afin de « démontrer aux habitants des quartiers que la dignité humaine vit toujours et existe parmi les appauvris ».



Bloc Autonome de Résistance Libertaire, Oaxaca, Juillet 2006  
photo: M. Abramowicz

### Au Mexique

A San Salvador Atenco, en 2006, la répression de l'Etat s'est abattue sur les paysans et la population de la région, ciblant cette fois les vendeurs de fleurs qui s'étaient installés sur le marché.

Comme l'Etat fédéral, l'Etat de Mexico trouve des prétextes pour tenter de canaliser via la répression policière, des rébellions qui se multiplient d'Atenco au Chiapas en passant par Oaxaca.

Un communiqué du Front communal pour la défense de la terre (mai 2006) parle de la répression policière et de la méfiance vis-à-vis de tous les partis politiques.

« ...Il faut stopper ce gouvernement traître, menteur, corrompu et assassin. Si nous ne le faisons pas nous, ceux d'en bas, personne ne le fera... »

Les agressions (de l'Etat) ne faisaient qu'annoncer la guerre menée par le pouvoir contre tous ceux qui refusent de courber la tête, dans tout le Mexique, et qui défendent avec fermeté le peu qui nous reste après le pillage capitaliste (...)

L'Etat et son appareil répressif, et tous les médias qui leur lèchent les bottes, ont les mains tachées du sang du peuple et rien ne pourra laver le sang versé ...

Terre, liberté, travail, santé, éducation et logement pour tout le monde, c'est cela et rien d'autre que nous défendons. Voilà quels sont nos intérêts et aucun autre. C'est pour cela que le peuple tout entier doit s'unir et se battre, être solidaire des siens, ceux d'en bas (...)

A Oaxaca, en juin 2006, une manifestation

des instituteurs a été très durement réprimée par les policiers. Spontanément, des centaines de milliers d'habitants se sont insurgés aux côtés des enseignants avec occupations des rues et barricades. Le mouvement s'est rapidement structuré au sein d'une assemblée populaire du peuple d'Oaxaca (APPO) : délégués de quartiers, de 450 communautés indigènes, syndicats et assemblées civiles s'y retrouvaient.

Une campagne de désobéissance civile fut menée et les insurgés contrôlèrent un temps la ville d'Oaxaca. Ce mouvement, totalement indépendant des pouvoirs de l'Etat, allait même un temps assurer le quotidien des habitants d'Oaxaca occupée.

Dès la fin juillet les forces paramilitaires entrèrent en action : enlèvements, meurtres (un employé municipal et un enfant) se succédèrent alors... Le 21 août l'état de siège fut décrété. Le 29 octobre la ville d'Oaxaca,

totallement encerclée depuis le 27, fut investie par les forces de police. Bilan : une vingtaine d'habitants assassinés, des centaines de blessés et une centaine de disparus. Quatre mois de lutte radicale et autogestionnaire se terminaient dans un bain de sang. L'APPO est toujours vivante.

## En Russie

Une réforme visant à faire payer 100% du coût réel des charges communales et du logement à la population a entraîné mécontentements et actions diverses.

2006 s'est ainsi ouvert sur de nombreuses manifestations contre la hausse des tarifs. Des actions qui, dans les plus petites villes, éclataient le plus souvent de façon spontanée. Les habitants désirant décider eux-mêmes élisent un comité. Ils s'auto-organisent en comité de cogestion ou de lutte. C'est ce qui se fait au sein de l'Union des soviets (conseils) de coordination de Russie (SKS créé en avril 2005), à l'initiative de milliers d'actions de protestation.

Ce réseau est en effet seul à réellement mener une campagne conséquente pour l'auto-organisation des habitants et la défense de leurs droits face aux sociétés de gestion et aux pouvoirs locaux et fédéraux.

En 2006, l'Union des soviets a initié d'importantes actions au niveau interrégional, mais du fait de son caractère de coordination horizontale et non partisane, elles n'ont pas été médiatisées.

A Ijevsk, plus de 2000 personnes ont répondu à l'appel du Soviet de coordination des actions citoyennes, pendant qu'un autre rassemblement organisé le même jour par les partis politiques (PC y compris) n'a recueilli que 250 participants (exclusivement des militants politiques).

A Perm, le 1er décembre, la nuit tombée, 150 manifestants, militants du mouvement local des foyers des travailleurs, et militants

du Soviet local ont rajouté aux revendications communes le mot d'ordre « rayez le bulletin de vote! » pour les élections régionales du lendemain.

Les habitants se sont mobilisés le plus souvent de façon spontanée contre les constructions dites « sauvages », de manière radicale : blocus du terrain à construire, camps permanents d'alerte ou envahissements de préfectures.

Ces exemples montrent qu'il faut informer à propos de toutes les luttes et expériences, en prenant soin de montrer ce qui les différencie des luttes corporatives ou limitées à l'unique sphère des « revendications » (sans contenu de remise en cause globale) et ce qui les unifie entre elles (la perspective d'un dépassement des luttes vers le champ de la contestation universelle) :

Abolition de l'Etat, avec comme alternative le recours à l'autogestion généralisée et au fédéralisme.

Rejet de la société marchande, du marché et de ce qui les génère : le capitalisme, avec comme alternative le recours à une société solidaire basée sur la gestion des échanges nécessaires et le rejet du gaspillage et du consumérisme.

Rejet des hiérarchies et des rapports dominants/dominés.

Rejet des différences de classes, de castes et de l'enfermement dans des ghettos sexistes, ethniques et culturels.

Martine, Rodolphe, Yann et Edward  
Groupe Puig Antich

## Le point sur les luttes étudiantes en Grèce

Il y a déjà un an, la communauté étudiante grecque a commencé à se soulever contre la volonté du gouvernement de reformer de base le système universitaire, en occupant la grande majorité des facultés et des IUT. Ce n'était pas la première fois qu'il y a un bras de fer entre les étudiant-e-s et le pouvoir politique, mais ce mouvement étudiant était les plus importants, les plus gros depuis les années 70 !

Rappelons les points critiques de cette réforme :

- Elle fixe le maximum d'années d'études pour obtenir le diplôme (impossibilité de redoubler plusieurs fois).

- Elle institutionnalise l'embauche des « managers » pour les universités et les écoles techniques cherchant la plus grande jonction entre les établissements de l'éducation supérieure et les lois du marché.

- Elle facilite la suppression de l'« asile universitaire ». Depuis la chute de la dictature en 1974, la police n'a pas le droit d'envahir les universités. En combinaison avec les propositions pour la présence des vigiles dans les facultés, on peut imaginer que des types de protestation comme l'occupation ou même l'organisation de manifestations politiques (ex. Forum Libertaire) « dérangeants » sera pratiquement impossible.

- Enfin ça concerne la révision du fameux article 16 de la constitution interdisant la création des universités privées.

L'ensemble de la communauté estudiantine s'est prononcée aussi, contre les changements concernant l'éducation supérieure au niveau de l'Union Européenne (nouvelles directives, réforme LMD, système des crédits, division des étudiant-e-s entre manuel-le-s et intellectuel-le-s, système de sélection dès le lycée...).

Pendant un an on voyait des lieux d'occupation très vivants, des AG gigantesques, des manifestations, des actions coup de poing et des revendications concernant l'ensemble de la société qui ont secoué le pouvoir.

Cependant les difficultés étaient nombreuses : la propagande de la part de l'état et des médias était terrible, la répression policière était féroce et le mouvement avait du mal à s'élargir du côté des travailleur-se-s. Bien que plusieurs syndicats de base se mettaient en grève, la centrale syndicale ne suivait pas au point que les étudiant-e-s faisaient des manifestations dehors son siège pour réclamer l'appel à une grève générale ...

Actuellement, la loi est votée et il semble que le mouvement arrive à sa fin (que 20 facultés) occupées malgré que les étudiant-e-s promettent de contester l'application de cette réforme sur place.

Ce mouvement rejoint la lutte des étudiant-e-s au niveau international, contre cet esprit qui transforme l'université en entreprise et les étudiant-e-s en travailleur-se-s précaires.

Cette lutte vient nous rappeler les points en commun parmi les mouvements sociaux ici et ailleurs, elle nous montre que face à l'offensive de l'état et du capitalisme, nos intérêts sont les mêmes et que la solidarité et la coordination à l'échelle internationale et fondamentale.

Et comme les insurgé-e-s en Grèce criaient :

Ce n'est que le début !

Un camarade Grec du Groupe UAF

# Rapport Hadas Lebel, CES... Les Etats et le patronat cherchent à liquider l'indépendance syndicale

Aux origines du mouvement syndical en France, l'Etat et le patronat ont d'abord combattu ce qu'ils considéraient comme une menace majeure pour leurs intérêts : le syndicalisme, c'est-à-dire l'organisation des travailleurs et travailleuses pour la défense de leurs intérêts, sur le terrain économique, élargis au terrain sociétal sous l'impulsion des syndicalistes révolutionnaires issus en large part du mouvement anarchiste et allémaniste.

La loi Le Chapelier, promulguée en 1791, au lendemain de la révolution française, proscrit les associations ouvrières au nom de la « liberté d'entreprendre », interdit et réprime les syndicats et les mouvements de grève. Cette loi, qui révèle le caractère bourgeois de la révolution française, permet à l'Etat de réprimer toutes les tentatives ouvrières de lutter pour de meilleures conditions de travail.

Bien entendu la Restauration n'ayant pas abrogé une loi qui fournissait opportunément à la classe dirigeante le moyen de réprimer toute contestation ouvrière, il a fallu attendre jusqu'à 1864, sous le poids des luttes marquant la fin du second empire, pour voir les syndicats et les grèves tolérés dans une certaine mesure. Le développement du mouvement syndical est alors confronté à une vague de répression comprenant l'arrestation des militants syndicaux, l'envoi de la troupe sur les grévistes (à Fourmies, le 1er mai 1891, la manifestation des mineurs est mitraillée par l'armée, avec 9 morts à la clef).

C'est le rapport de force qui a permis au mouvement syndical de survivre malgré la répression de l'Etat et du patronat (outre la répression, la mise à l'index, la constitution par les patrons de syndicats jaunes, l'envoi de nervis sur les piquets de grève, les licenciements de militants, etc...).

Avec la prise de contrôle des courants réformistes sur la CGT en 1910, puis la montée en puissance de l'influence du parti communiste dans la CGT, puis la CGT-U, l'Etat et le patronat trouvent enfin l'occasion d'attirer le mouvement syndical jusqu'alors fortement marqué par une culture de l'action directe, de l'autonomie ouvrière, sur la voie de l'institutionnalisation.

## L'Etat et le patronat soutiennent l'émergence de la bureaucratie

L'Etat et les patrons favorisent alors, par le biais des organismes paritaires, la formation et la cristallisation d'une bureaucratie syndicale sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour encadrer les grèves de sorte à prévenir tout mouvement d'ampleur qui risquerait de déboucher sur une remise en cause du système politique et économique en place, ou plus directement sur une mise en danger des intérêts fondamentaux des classes dominantes.

Ce processus, qui a été contrecarré pendant de longues années par la persistance, à la base du mouvement ouvrier, d'une culture de lutte et d'action directe profondément

ancrée (dont l'une des illustrations sont les grèves et occupations d'usines après même que le front populaire ait amené la gauche aux affaires), s'affirme de manière encore plus forte après 1945. La liquidation de la vieille droite française compromise avec l'occupation, la nécessité de permettre la reconstruction de l'économie française et l'affirmation d'un Etat très affaibli, la nécessité d'inciter à la productivité et d'augmenter les débouchés pour l'industrie en développement a mené au compromis fordiste des 30 glorieuses : la prise en charge par l'Etat d'un certain rôle de régulation sociale, la mise en place d'un système d'assurance sociale, d'abord sous contrôle syndical (75 % du CA de la sécurité sociale dans l'après 45), puis sous le régime du paritarisme (50% patronat, 50 % syndicat). Par ce biais, la classe ouvrière a certes bénéficié d'une redistribution à la marge des richesses produites dans un contexte de forte croissance, mais l'état et le patronat ont pu également s'assurer, en engluant une part de l'activité syndicale dans le paritarisme (la quasi totalité des permanents syndicaux, le train de vie de la bureaucratie étant financés par le biais du paritarisme), que la bureaucratie syndicale qu'ils renforçaient serait la garante d'un encadrement des luttes empêchant tout débordement et toute remise en cause globale du système économique et social (empêcher toute généralisation de la lutte, sectoriser les luttes en renforçant les logiques corporatistes, etc...).

La généralisation de la grève, regroupant

jusqu'à 12 millions de travailleurs et travailleuses en 1968 a prouvé que malgré tous les moyens employés pour briser toute action réellement collective et à dimension révolutionnaire des travailleurs et travailleuses, les méthodes de luttes héritières du mouvement syndical révolutionnaire et libertaire des origines étaient encore présentes à la base du mouvement syndical et du mouvement ouvrier. Tant et si bien que celles-ci ont retrouvé un temps une seconde jeunesse.

## La mainmise politicienne, facteur d'affaiblissement du syndicalisme

L'influence politicienne dans le syndicalisme, qu'il s'agisse du Parti Communiste, du Parti Socialiste ou des groupes gauchistes a sonné de glas de ce renouveau, en détournant le mouvement syndical à des fins électoralistes, ou comme terrain de recrutement pour des avant-gardes autoproclamées.

Un nouveau stade favorisant l'institutionnalisation du mouvement syndical à travers le renforcement des logiques de délégation, de la bureaucratie, le développement d'une logique clientéliste (syndicalisme de service plutôt que syndicat outil d'organisation des travailleurs et travailleuses pour la lutte), a été l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Tant que celle-ci était dans l'opposition, les militants syndicaux qui lui étaient liés étaient nécessairement actifs dans une

logique de contre-pouvoir. Une fois la gauche au pouvoir, la gauche a non seulement considérablement renforcé, en même temps qu'elle commençait à liquider le secteur public, le nombre de permanents sous prétexte de « dialogue social », et a de ce fait accentué la logique de délégation, de professionnalisation du syndicalisme. Mais elle a également permis à toute une partie de la bureaucratie syndicale d'accéder aux arcanes du pouvoir. Celle-ci en retour, pour ne pas « gêner les camarades au gouvernement », a en revanche soigneusement évité de jouer un rôle de contre-pouvoir alors même que la gauche entamait, sous le prétexte du « réalisme » et de l'adaptation aux « réalités du marché », la dérégulation du droit du travail, les logiques de privatisation et de liquidation des droits des travailleuses et travailleurs.

L'explosion du chômage organisée par le patronat (avec l'appui tacite ou explicite, selon les cas, de l'Etat « socialiste »), a encore contribué à affaiblir la présence syndicale dans les entreprises, parallèlement à une chute de l'activité militante sous l'effet de l'état de grace (la confiance d'une partie des militant-e-s dans la capacité du nouveau gouvernement de « changer la vie »), de l'offensive idéologique capitaliste (« ringardisation des luttes », suppression de toute référence de classe), de la fin de l'illusion soviétique.

Les sursauts de la base syndicale, dorénavant placée dans une position défensive, en 1986, 1995 et 2003 se sont heurtés à chaque fois de front à la bureaucratie syndicale, qui a tout fait pour empêcher une riposte à la mesure des attaques. Cette volonté d'empêcher toute généralisation de la lutte, d'enfermer les luttes syndicales dans le corporatisme et dans une logique de lobbying (on appelle à « l'opinion publique » plutôt que de taper au portefeuille des patrons), est le résultat de plusieurs facteurs :

- La bureaucratie défend ses intérêts en ce sens qu'elle ne peut mordre la main qui la nourrit : le système cogestionnaire et paritaire est une source de financement des permanents syndicaux.

- Quant bien même elle semble avoir la « volonté » de lutter (craignant que du fait de la démolition de statuts elle n'ait même plus de raison d'être aux yeux du patronat), elle a une telle évaluation tronquée du rapport de force (question d'opinion et non de capacité de nuisance), une telle déconnexion des luttes réelles qu'elle a employées à casser lorsqu'elles dépassaient l'échelon local ou touchaient à des intérêts stratégiques du patro-

nat, qu'elle est incapable d'organiser une lutte victorieuse.

- La bureaucratie est liée pour partie à des réseaux politiques qui n'ont aucun intérêt à une victoire des travailleurs et travailleuses par le biais de l'action directe (ce qui révélerait leur caractère inutile voire nuisible).

- L'engluement dans le syndicalisme de service, d'accompagnement des réformes capitalistes dont témoigne l'adhésion d'une grande partie des confédérations syndicales françaises à la Confédération Européenne des Syndicats, rend la perspective d'une lutte pour la défense des intérêts réels des travailleurs et travailleuses (lutte réelle contre la précarisation, contre les licenciements, pour la réduction du temps de travail sans flexibilisation, etc...) inenvisageable pour des bureaucraties trop habituées à négocier la régression sociale. A force de se retrouver plus souvent dans les salons des ministères qu'au côté des syndiqués, ne partageant plus la réalité du monde du travail parce que permanents, les bureaucrates ont finis par oublier ce à quoi ressemble une lutte.

### L'institutionnalisation du syndicalisme, un enjeu pour l'Etat et le patronat

Malgré ce processus d'institutionnalisation toujours plus fort (le terme de « partenaires sociaux » utilisé pour désigner le patronat et les syndicats nous amène bien loin du « on ne s'assoie pas à une table qu'on rêve de renverser » d'Emile Pouget, secrétaire générale de la CGT et anarchiste dans la période 1895-1906), des luttes continuent d'être impulsées. Soit par des militant-e-s ou des sections syndicales de base, affiliées à des confédérations syndicales réformistes mais restées attachées à un syndicalisme de lutte de classe et combatif, soit par des syndicats « alternatifs » (Union solidaires) soit par des syndicats anarchosyndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires, soit enfin par des non syndiqué-e-s regroupées en collectifs ou coordinations souvent de nature « para-syndicale ».

Ce sont à ces germes potentiels de renouvellement d'un syndicalisme indépendant, de lutte, de classe et de masse, que l'Etat et le patronat veulent s'attaquer, en profitant d'une période de faiblesse du mouvement syndical combatif et des contre-pouvoirs en général.

Les attaques sur le droit de grève, sous la forme du « service minimum » sont le premier élément de cette offensive, qui vise à priver le mouvement syndical et les travailleuses et travailleurs de tout outil efficace de lutte, en les cantonnant dans le lobbying.

La seconde attaque consiste dans le renforcement de la législation qui réprime les libertés syndicales sous prétexte de « représentativité ». En effet, la loi Perben limite déjà aujourd'hui dans le public les droits syndicaux pour les organisations qui refusent de participer à la logique de cogestion. Dans le privé, seules 5 confédérations ont accès aux droits syndicaux sans avoir à faire la preuve de leur « représentativité » reconnue comme irréfragable. Pour les autres organisations, c'est à la seule condition

de la « représentativité » (obtenue notamment au travers de la participation aux élections professionnelles) qu'elles ont accès aux droits minimaux. La liberté d'organisation dans les entreprises se heurte à la logique répressive de l'Etat.

Le rapport Hadas Lebel va plus loin, en réformant les critères de représentativité, et en renforçant le poids des élections professionnelles et de la participation au paritarisme dans l'obtention de droits syndicaux minimaux. Il propose de soumettre la représentativité au critère des élections professionnelles, en renforçant ainsi la logique d'un syndicalisme d'accompagnement, les bureaucraties syndicales ayant plutôt intérêt à s'aligner sur la majorité passive que sur la minorité combative. Plus encore, il fixe le « respect des valeurs républicaines » comme critère de représentativité, ce qui ouvre la possibilité d'une liquidation légale des organisations syndicales révolutionnaires, sous ce prétexte.

La volonté affichée est de réduire le nombre d'organisations syndicales (et donc le coût d'entretien pour le patronat des bureaucraties syndicales : après avoir profité de la division syndicale pour affaiblir le mouvement syndical, l'affaire cesse d'être suffisamment « rentable »), mais aussi de favoriser l'évolution cogestionnaire et réformiste des organisations syndicales en renforçant le pouvoir de la bureaucratie, en privant les petites organisations alternatives ou révolutionnaires de toute possibilité d'expression d'action et d'organisation.

### Une contribution anarchiste à la défense du syndicalisme d'action directe et de l'indépendance syndicale.

Nous ne pouvons que nous opposer à ces attaques, non pour défendre une situation antérieure déjà très défavorable aux travailleuses et aux travailleurs, non pour défendre les bureaucraties syndicales, mais pour défendre l'indépendance syndicale face à l'Etat, aux politiciens et au patronat, pour défendre les libertés d'expression, d'organisation et d'action des travailleuses et travailleurs dans et en dehors des lieux de travail. Cet axe de lutte semble plus porteur que la cristallisation autour de la notion de « représentativité ».

Qu'un syndicat soit ou non « représentatif » n'est pas en soi un enjeu : ce qu'il doit être c'est un outil efficace pour la défense des intérêts des travailleuses-euses. En ce sens la conquête de la « représentativité légale » n'est pour nous qu'une question de tactique pour pouvoir s'organiser et agir dans un contexte répressif. Nous travaillons, avec d'autres, au renouvellement de luttes syndicales d'action directe, indépendantes, qui seules peuvent faire barrage au rouleau compresseur capitaliste et étatique.

Sam (Seine-Saint-Denis)

### Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: [secretariat@c-g-a.org](mailto:secretariat@c-g-a.org)

Secrétariat: CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

#### La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Guitier

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

e-mail: [antich@wanadoo.fr](mailto:antich@wanadoo.fr)

Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures

#### La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral

34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

e-mail: [groupe-uaf@c-g-a.org](mailto:groupe-uaf@c-g-a.org)

#### La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux

31300 TOULOUSE

e-mail: [groupe-albert-camus@c-g-a.org](mailto:groupe-albert-camus@c-g-a.org)

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

#### La CGA à Lyon

Groupes de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H.

Café libertaire tous les Vendredi de 21H à 1H

e-mail: [groupe-lyon@c-g-a.org](mailto:groupe-lyon@c-g-a.org)

#### La CGA à Auch

Groupe Les Fédérés

C/O CES, BP40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

#### La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

#### La CGA à Albi (81)

Groupe " Ni Dieu, Ni Maître"

e-mail: [cga-albi@no-log.org](mailto:cga-albi@no-log.org)

#### La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

e-mail: [liaison93@c-g-a.org](mailto:liaison93@c-g-a.org)

#### La CGA dans la Sarthe

Liaison Maurice Fayolle

Permanence le 3ème samedi du mois

de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la

maison des associations,

4 rue d'Arcole, Le Mans

e-mail : [cga72@no-log.org](mailto:cga72@no-log.org)

#### La CGA dans les Bouches du Rhône

C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

e-mail: [bdr@c-g-a.org](mailto:bdr@c-g-a.org)

#### La CGA à Saint-Etienne

Groupe CGA-42

C/O CES, BP40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

e-mail: [groupe-loire@c-g-a.org](mailto:groupe-loire@c-g-a.org)

#### La CGA dans le Cantal

Liaison Cantal

e-mail: [cga15@no-log.org](mailto:cga15@no-log.org)

ou C/O CES, BP40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

#### Liaison Aveyron

C/O CES, BP40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

#### Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication:

Edward Sarboni.

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex.

ISSN 07514530.

Dépot légal 2ème trimestre 2007.

N° 65

Conception graphique : NONO et Jièmté

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos &amp; Analyses Libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	
Code postal:	<i>Souhaite s'abonner pour un an. Joindre un chèque de 8 Euros à l'ordre de l'AAC (Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Ville:	